De l'honneur d'une profession. Les éducateurs face aux affaires et à leur retentissement médiatique (1945-1965)

From the honour of a profession. Youth workers confronted with affairs and their media coverage effect (1945-1965)

Samuel Boussion

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3233>

DOI : 10.4000/rhei.3233

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Pagination : 81-100

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Samuel Boussion, « De l'honneur d'une profession. Les éducateurs face aux affaires et à leur retentissement médiatique (1945-1965) », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 13 | 2011, mis en ligne le 30 décembre 2013, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3233> ; DOI : 10.4000/rhei.3233

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© PUR

De l'honneur d'une profession. Les éducateurs face aux affaires et à leur retentissement médiatique (1945-1965)

From the honour of a profession. Youth workers confronted with affairs and their media coverage effect (1945-1965)

Samuel Boussion

- 1 La décennie 1930 fut une intense période de scandales et d'affaires sur le plan politico-financier, dans lesquelles la presse a joué un grand rôle, que l'on pense à Stavisky entre autres. Dans d'autres champs, cette même presse fut tout aussi importante, consacrant la figure du grand reporter à une époque où le genre connaît un franc succès populaire. Henri Danjou et Alexis Danan figurent ainsi parmi ces plumes encouragées par les journaux et les éditeurs à livrer témoignages, enquêtes, récits pris dans des lieux « inquiétants » ou hors normes. Il existe donc toute une littérature sur la prison, le crime, la marginalité qui à bien des égards a su saisir l'opportunité créée par le parfum de scandale¹. Loin d'être seulement des effets de style et de mode, ces campagnes ont eu des effets structurants, comme le montre l'exemple des institutions pour enfants en justice ; celle contre les « bagnes d'enfants » tient ainsi d'une certaine « force instituante »² propre au scandale. Celui-ci, du reste, apparaît à certains moralistes contemporains comme un élément indispensable de stabilité institutionnelle et de restructuration morale³. Et c'est en effet en grande partie sur les cendres des scandales passés que s'est constituée la réforme des institutions de mineurs, qui se fait sentir à la fin des années 1930 et surtout au long des années 1940.
- 2 Assez rapidement, dans le souffle de la réforme née du désastre s'est construite une « légende dorée » incarnée par de nouveaux établissements prometteurs, tel Ker Goat en Bretagne, opposable à une « légende noire » dont le symbole serait la colonie de Belle-Île-en-mer, déjà mis en évidence par ailleurs⁴. Après ces années de dénonciation qui ont en grande partie accéléré la faillite des maisons de correction, de nouvelles plumes

apparaissent pour louer des institutions à peine créées et les éducateurs qui les animent, ouvrant en quelque sorte ce que l'on va nommer une « période rose » de la rééducation. Un opérateur pertinent de ce changement est ainsi la principale association corporative d'éducateurs, l'ANEJI (Association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés), créée en 1947 par des directeurs et éducateurs dits « de jeunes inadaptés ». Et une première question se pose : que reste-t-il de la campagne contre les « bagnes d'enfants » dans l'immédiat après-guerre ? Quels héritages les affaires qui ont secoué les institutions correctives avant guerre ont-elles laissées dans les milieux réformatrices ? Ainsi, il faut d'abord revenir sur la manière dont ce groupe professionnel a participé à la fabrication d'un discours éminemment « positif » sur les évolutions en cours à partir des années 1940 ; si la littérature et surtout le reportage ont joué un rôle majeur dans la dénonciation des bagnes d'enfants, les mêmes outils participent parallèlement à la survalorisation des institutions et des acteurs quelques années plus tard.

- 3 Plus encore, l'action médiatique des éducateurs est aussi défensive, dans la mesure où, loin d'avoir disparu, quelques scandales mis sur le devant de la scène continuent de secouer les milieux de la rééducation. Or, dans une certaine mesure, ils nuisent à la profession d'éducateur et à sa reconnaissance sociale. L'étude attentive de quelques-unes de ces affaires emblématiques permettra de réfléchir ainsi à la réplique de la corporation. Les relations avec Alexis Danan, toujours en alerte au sortir de la guerre, illustrent bien cette ambiguïté qui veut que si l'on souhaite mettre fin aux scandales, il n'est point besoin non plus d'en faire trop la publicité. Enfin, l'ANEJI joue un grand rôle dans la défense de la profession. Cette contribution reviendra ainsi sur le processus de régulation des affaires, à travers un dispositif interne au corps professionnel, posé en partie comme une manière d'éviter qu'elles ne donnent une trop mauvaise image de la profession. Nous nous appuyons sur un large éventail de sources relatives à cette question : articles et ouvrages de la période, archives de l'ANEJI, dossiers constitués par l'Éducation surveillée sur certains établissements.

Les éducateurs, fers de lance de la « période rose »

- 4 Depuis le début des années 1940, dans la queue de la comète des campagnes de presse contre les bagnes d'enfants de la décennie précédente, la rééducation est un nouveau concept. Les reconstructions en cours laissent place à un certain volontarisme militant pour effacer les stigmates de la « période noire », caractérisée par l'enfermement, les violences, les privations et en bout de course, parfois, les scandales. Selon quelques spécialistes, la rééducation est alors passée dans une nouvelle ère, qu'ils qualifient peu de temps après de « période rose », comme le souligne Henri Joubrel en 1949 :

« [...] nous étions entrés dans une période rose, quelque peu euphorique, où l'on s'imaginait volontiers que la transplantation des jeunes inadaptés dans une jolie maison à la campagne, avec des jeux et des chants, sous la conduite d'éducateurs sympathiques, suffisait à transformer ces jeunes en citoyens actifs et utiles⁵. »
- 5 Loin de n'être seulement qu'une période de reconstruction matérielle des maisons d'enfants et autres établissements pour mineurs placés, l'immédiat après-guerre est aussi celui d'une reconstruction éducative, dans une période propice à la naissance de nouvelles utopies. Il est possible de voir dans les internats d'après-guerre – car la rééducation se conjugue encore largement sous la forme de l'internat – des formes de compensation, chargées de suppléer les familles défailles tout en faisant mieux que les

maisons de correction. Les noms des centres ont changé du tout au tout et sont chargés de rappeler désormais des univers propres aux enfants ou aux adolescents, comme tend à le montrer un corpus d'établissements dont les directeurs sont proches de l'ANEJI. Ils portent des patronymes héroïques (les centres Guynemer, Bayard, Charles Péguy ou Jean Moulin par exemple), ouvertement optimistes (les centres Arc-en-ciel, à Trévoux, dans l'Ain mais aussi à Toulouse, le centre La Belle Etoile à Mercury-Gemilly en Savoie), ou jouant sur la symbolique affective ou familiale, en tous les cas amicale et hospitalière : l'Étape à Voglans et à Versailles, le Relais à Saint-Genis-Laval, le centre Carrefour à Mérignac. D'autres enfin jouent pleinement sur la métaphore du foyer, tels le centre « Chez nous » au Vieux-Boucau, « le Logis » à Saint-Germain-Laxis, les centres appelés « Notre maison » (asile évangélique de Lemé) ou « la Maison » (Bron et Versailles), l'institut médicopédagogique « Mon doux nid » à Geyssans... Le cadre grandiose et réinventé des châteaux participe lui aussi de la construction d'une forme de magnificence éducative, qui tient parfois de la façade institutionnelle. La référence aux images est alors constante, ornant par exemples les plaquettes de présentation des établissements, qui insistent sur l'esprit nouveau de la rééducation : « S'il fallait des textes pour chanter le Chevalon, nous irions les trouver au *Grand Meaulnes* plutôt qu'aux sources incertaines du *Miracle de la Rose*. Dieu merci ! »⁶, résume ainsi le directeur du Chevalon-de-Voreppe en 1950.

- 6 Et l'on est frappé de constater le caractère durable de ces descriptions idylliques, forçant d'autant plus le trait que les thuriféraires des nouveaux internats de rééducation insistent sur le décalage existant avec la période précédente. Ainsi, ce reportage de 1957 paru dans *Femmes d'aujourd'hui*, sous la plume d'Yvonne Renault-Magny, portant le titre explicite de : « Un "bagne d'enfants" d'aujourd'hui ». C'est un reportage au long cours, sous la forme d'un périple au cours duquel elle rencontre diverses institutions et professionnels, en faisant une description quelque peu emphatique du bon vivre et de la qualité du travail éducatif⁷ :

« C'est une belle matinée, pleine de soleil et d'espérance. Nous approchons de ces pays de Loire où, dit le poète, il « fait bon vivre ». Nous allons y voir renaître à la vie les enfants perdus [...]

« Nos éléments ? Bon accueil à l'arrivée.

« Admission dans un groupe : Bouleaux, Sapins, Peupliers, Acacias, Palmiers... selon les goûts, les âges, les sexes ».

« Encouragement, gaité, franchise, justice. »

L'éducateur partage leur vie heure par heure, instant par instant. Il doit les remodeler sans contraindre, en respectant leur personnalité. Ce n'est pas un surveillant, c'est un « aide ». Il lui faut connaître, étudier, prévenir, satisfaire aux besoins légitimes, diriger les loisirs...

J'en ai le souffle coupé [...]

Les voilà les nouveaux bagnes d'enfants. Le progrès, cela veut tout de même dire quelque chose ! »

- 7 Dans ces panoramas positifs, la figure de l'éducateur n'en est que plus importante. Une partie de sa professionnalité en construction repose sur une rupture d'avec le temps de la Pénitencier et du surveillant de sinistre réputation, ce dont les éducateurs de l'après-guerre ont pleinement conscience, attribuant à ce dernier, dans leur généalogie, la figure du « parâtre⁸ ». C'est au moment même où a battu le cœur des campagnes de presse les plus violentes, à la fin des années 1930, que les milieux réformateurs ont réfléchi à l'introduction d'un nouveau cadre éducatif dans les institutions pour mineurs. On envisage par exemple la création d'un corps autonome d'éducateurs pour les maisons

publiques d'Éducation surveillée dépendant uniquement du ministère de la Justice⁹, tandis qu'une thèse de droit affirme la nécessité d'un personnel spécialisé¹⁰ et que certains psychiatres plaident de leur côté pour la formation d'un « éducateur d'internat spécial¹¹ », devant intervenir sur le plan psychologique (il doit faire passer les tests), médical (pesée, surveillance psychiatrique, tâches « hygiénistes), pédagogique (collaboration avec le maître, surveillance des études et des moments de lecture, animation d'activités telles que le chant ou la gymnastique, organisation des loisirs...) mais aussi moral. Les éducateurs porteront alors les efforts de reconstruction éducative. Les travaux des experts du début des années 1940, par exemple au sein du Conseil technique de l'enfance déficiente, délinquante et en danger moral, confirment cette impression et avalisent les projets antérieurs¹².

- 8 Quand elle est créée en 1947, l'ANEJI confirme ce mouvement, d'autant plus que certains des fondateurs et animateurs de ce nouvel acteur collectif, opèrent une forme de transition entre la « période noire » et la « période rose ». Une partie du premier conseil d'administration incarne ainsi d'autant mieux la réforme que quelques-uns ont commencé leur carrière dans le vent de celle-ci. C'est par exemple Jean Pétillot, qui fait partie des éducateurs-instituteurs intérimaires recrutés pour assurer la réforme de la maison d'Éducation surveillée de Saint-Hilaire en 1938. Après avoir connu la mobilisation et une année de captivité, la Chancellerie l'envoie en formation à l'école d'éducateurs de Lyon, mais il finit par quitter Saint-Hilaire en 1943 avant d'intégrer le foyer de Soullins puis des maisons d'enfants de l'Entr'aide française en 1944-1945. Après un passage par l'institut médicopédagogique de Ravenel-par-Mirecourt, il deviendra directeur du centre d'observation de Rouen ouvert en 1949¹³. Mais c'est peut-être le président de l'ANEJI lui-même qui est le plus emblématique de cet esprit. Né en 1903, Jean Pinaud est issu du corps des inspecteurs de la Population. Remarqué par un inspecteur général, André Rauzy, on lui confie en 1941 la réforme de l'Ecole Théophile Roussel¹⁴. En effet, les années précédentes avaient sérieusement bousculé cette institution déjà ancienne du conseil général de la Seine, entre campagne de presse¹⁵ et suicide du directeur en 1940. Une enquête mettra en cause des surveillants coupables de violences. À son arrivée, Jean Pinaud fait démolir les cellules, les « cages à poules », pour en faire des dortoirs et c'était apparemment sa fierté que d'avoir fait abattre ces vestiges du temps de la correction¹⁶. Son autre idée fut de remplacer le corps des surveillants, composé à l'origine surtout d'étudiants, par des « éducateurs¹⁷ ».
- 9 L'activité de certains des animateurs de l'ANEJI est aussi largement tournée vers l'opinion et le rôle de son délégué général, Henri Joubrel, est tout à fait déterminant. Dès le début des années 1940, quelques articles dans *L'Illustration* mettent en avant les nouvelles méthodes de rééducation¹⁸. Dans l'après-guerre, son effort de journaliste-propagandiste passe aussi par d'autres relais, par exemple en sollicitant un de ses cousins, rédacteur dans les services parisiens d'*Ouest-France*. Cette activité intense le pousse du reste à se présenter parfois en tant que « journaliste ». En plein essor, la radio constitue en outre un support très intéressant pour les porte-parole de la profession, d'autant qu'une nouvelle fois Henri Joubrel y possède quelques contacts, à commencer par un ami des *Eclaireurs de France*, Roland Dhordain¹⁹, qui officie à partir de 1948 à la Radiodiffusion française, ainsi qu'une productrice et animatrice, Clara Candiani, devenue assez vite une « sympathisante » des milieux de la rééducation²⁰. Elle consacre par exemple une série de huit émissions enregistrées à l'occasion du stage de Marly-le-Roi, session organisée par le service de sauvegarde de l'enfance des *Eclaireurs de France* et l'ANEJI pour les éducateurs

en 1954, diffusées au mois d'août suivant. Enfin, Henri Joubrel sait se faire romancier et participe aux côtés de ses amis éducateurs à la construction d'une certaine mythologie. Celle-ci est très visible dans ses deux récits de la réforme des institutions de mineurs : *Saint-Florent-la-Vie*²¹, publié en 1946 sous le pseudonyme de Victor Lapie, récit de la réforme d'une institution d'éducation surveillée par le scoutisme, et un peu plus tard en 1953 avec *La pierre au cou*²², cette fois sorti sous son vrai nom, hommage à peine voilé à ses amis « qui ont ouvert la voie » selon ses mots, dans lequel il évoque l'épopée d'un jeune couple, Renaud et Marie, ouvrant un centre d'accueil pour jeunes garçons confiés par les tribunaux en 1944-1945.

L'épée de Damoclès du scandale

- 10 Mais ni les discours positifs ni les premiers résultats des réformes ne peuvent empêcher certaines répliques du tremblement médiatique opéré depuis l'entre-deux-guerres. Alors que les exigences morales et éducatives paraissent s'élever, certains journaux restent en effet à l'affût du moindre scandale touchant les internats, aboutissant parfois à des recompositions importantes, par exemple la fermeture de certains établissements. Des articles dans la presse régionale, puis nationale, auront ainsi raison en 1943 du centre du Camp-franc, installé près de Lisieux pour rééduquer des garçons confiés par les tribunaux. « Il y a mieux à faire en matière de "redressement" » titre ainsi *L'Ouest-Eclair* en janvier 1943²³, stigmatisant l'aménagement rudimentaire des lieux, son manque de propreté et d'hygiène ou encore le fait que les pupilles soient le plus souvent mal vêtus et laissés sans surveillance. Les évasions sont jugées exagérément nombreuses et la population alentour se serait émue parce qu'il y aurait trop de vols, des incendies de ferme et plus largement des incidents multiples. Sur la base de cette dénonciation, les rapports des autorités aboutissent à sa fermeture rapide, d'autant qu'un mois plus tard *Paris-Soir* reprend à son compte des éléments issus des rapports en question sous le titre « D'étranges méthodes d'éducation étaient pratiquées à la Maison du Camp franc²⁴ ». Ce scandale levé, la directrice, pourtant fameuse, Anne-Marie de la Morlais, fondatrice de Ker Goat, est renvoyée et le centre restructuré autour d'un autre centre, dirigé par une jeune scoutie issue de la Croix-Rouge et formée à Soullins. Mais on pourrait trouver d'autres exemples dans ces années-là, par exemple en Gironde, à l'OREAG (Œuvre des enfants abandonnés ou délaissés de la Gironde, devenue en 1963 Orientation et rééducation des enfants et adolescents de la Gironde). Dans le contexte de la Libération, tandis que les mineurs se sont enfuis de Saint-Louis, la presse se déchaîne jusqu'à raviver le souvenir des « bagnes d'enfants ». Un nouveau conseil d'administration est mis en place, plus en prise avec le paysage politique et civil et le centre est ensuite repris par le Prado, dans un certain constat d'impuissance²⁵.
- 11 Au sortir de la guerre, certains journalistes ont la plume encore suffisamment acérée pour inquiéter les milieux de la rééducation. Alexis Danan en personne n'a pas arrêté son combat, loin de là, maintenant une attention continue sur les administrations et les institutions privées, comme au cœur de l'année 1946, quand il écrit à la toute nouvelle direction de l'Éducation surveillée, s'appuyant sur des faits relevés dans un centre de rééducation près de Nice :

« [...] nos enfants de justice, vous le savez bien, M. le Directeur général, continuent d'être livrés à des maisons où l'on n'est même pas sûr qu'ils reçoivent leur compte de pain et où, ce qui est plus scandaleux peut-être, ce qu'on appelle les éducateurs

sont tout au plus des gens qui ont pu fournir la preuve, quand on a songé à leur demander, qu'ils ont un casier judiciaire vierge. Je parle des établissements privés. J'en connais un où les enfants vivent pieds nus, n'ayant d'autre souci que de "chaparder" dans les parages du centre quelque complément de nourriture propre à épuiser la faim permanente qui les tenaille²⁶. »

- 12 Le célèbre reporter n'en a pas complètement fini avec sa croisade et reste on ne peut plus aux aguets devant les réformes en cours. Le groupe professionnel, représenté principalement par les cadres de l'ANEJI, doit ainsi composer avec les coups d'Alexis Danan à la fin des années 1940 et au début des années 1950. Il inspire pour commencer une certaine méfiance, surtout due à son jusqu'au-boutisme. Fin 1948, après un passage au journal *Libération* depuis 1944, le toujours célèbre journaliste entre à *Franc-Tireur*, issu de la Résistance, pour lequel il travaille jusqu'en 1953, date à laquelle il crée sa propre revue, les *Cahiers de l'enfance*. La correspondance entre Henri Joubrel et Jacques Guyomarc'h, respectivement délégué général et secrétaire général de l'ANEJI, montre bien que sa personne cristallise des craintes et que la réponse proposée face à ses assertions tient plutôt du registre du discrédit. Ainsi, en mars 1949, Henri Joubrel rapporte à son ami, visiblement intrigué, que :

« Les Comités de vigilance ont été créés depuis une dizaine d'années déjà par Alexis Danan, mais n'ont jamais eu un développement important, sauf peut-être dans la région niçoise. Alexis Danan essaie en ce moment de les multiplier. La personnalité du promoteur appelle les plus grandes réserves (le journal où il écrit, *Libération*, annonçait hier qu'il était inculpé d'enlèvement d'enfants !). Il est toujours possible d'écrire à Danan, à *Libération*, pour avoir les statuts et rapports imprimés d'activités (je les ai vus) de son association²⁷. »

- 13 Ces mots peu amènes n'empêchent pas Danan de mener campagne à plusieurs reprises au début des années 1950, ce qui ne sera pas sans conséquence sur le souci de la profession de mieux réguler ses membres. Ainsi, fin 1950, Danan et *Franc-tireur* font paraître trois articles consécutifs sur des faits de violence et de négligence à l'Accueil toulousain, établissement privé pour adolescents délinquants, difficiles et en danger moral ouvert en 1948 et tenu par des frères, sous la direction de l'abbé Fernand Paul. Les faits dénoncés rebondissent ensuite dans la presse locale. Les articles successifs font ainsi passer le scandale initial de la révélation à une véritable « affaire », selon les protagonistes. Ils s'appuient sur le témoignage d'un éducateur de l'institution, qui serait parti pour ne pas cautionner les méthodes en vigueur, insistant notamment sur la violence et la rudesse de la discipline, basée sur des tonsures régulières et autres châtiments corporels ; la presse parle même de « supplices ». Au-delà des faits scandaleux, la réaction des cadres de l'ANEJI est assez remarquable. Très vite, cette dernière prend et fait et cause pour l'établissement et soutient principalement son directeur, l'abbé Fernand Paul. On peut du reste faire l'hypothèse que son adhésion à l'ANEJI en 1951, parrainé par deux cadres régionaux de l'association, à savoir Jean Hermann, ancien chef de centre et alors chef de stage à l'Institut pédotechnique de Toulouse, ainsi que Louis Bivès, membre fondateur de l'ANEJI et directeur depuis 1944 du centre d'éducation et d'apprentissage l'Arc-en-ciel à Toulouse, est une forme de reconnaissance des appuis professionnels dont il a bénéficié à cette période.
- 14 Quelques jours après la parution des articles dans *Franc-tireur*, l'un des premiers à monter au front est un autre membre éminent de la profession et de l'ANEJI, en la personne de Robert Marre, directeur du centre Carrefour, à Mérignac en Gironde. Sa correspondance avec Henri Joubrel permet de discerner la réaction du groupe professionnel face à ce qui

est un scandale ainsi que ses stratégies²⁸. D'abord traitées avec une sorte de mépris ironique, pour mieux renvoyer les acteurs devant la supposée inanité de leurs critiques, ces assertions sont ensuite confrontées avec leurs suites éventuelles :

« On pourrait se borner à sourire en lisant les articles en question si les critiques portées, pour ridicules qu'elles soient, n'étaient d'une telle gravité et ne risquaient d'être prises en considération par le public, non averti et toujours avide de sensations. »

- 15 Et tandis que l'origine malveillante de ces fuites est identifiée, en la personne d'un ancien « stagiaire » du centre, les anciens pupilles de l'institution sont ensuite convoqués pour réfuter les faits mêmes :

« Il est grotesque de parler de "nerf de bœuf" ; aucun ancien de ce centre n'en a jamais vu ; le coup du "supplice de l'absolution" est tout aussi fantaisiste et ne s'inscrit absolument pas dans le cadre de la discipline de l'Accueil toulousain qui, à mon avis, était beaucoup trop libérale, au contraire. »

- 16 Mais surtout, la corporation est appelée au secours de cet établissement, au nom de l'effort entrepris dans la réforme des méthodes éducatives mais aussi en vertu de la sauvegarde d'une profession en construction, dont l'honneur et la reconnaissance sont en jeu devant les élites ainsi que l'opinion. Robert Marre stigmatise ainsi le goût de la presse pour le scandale, effectué sur le dos des éducateurs :

« Il faut que les journalistes se rendent compte que la période heureuse (pour eux) des grands scandales des bagnes d'enfants est révolue ; tu sais certainement mieux que moi que le grand public n'a pas suivi les progrès réalisés depuis dix ans ; les "enfants martyrs" il adore ça, il s'en gargarise et les marchands de papier le savent bien, qui lui vendent leur salade. Nous ne devons pas nous prêter à cette combinaison dont les enfants eux-mêmes feraient finalement les frais²⁹. »

- 17 Enfin, le rôle de l'ANEJI dans la gestion de tels scandales est interpellé :

« Toutes ces critiques portant sur des points du domaine matériel sont aussi ridicules que dénuées de fondement ; elles sont cependant trop graves et trop précises pour que l'affaire puisse se solder par un étouffement [...] Des éducateurs ont été diffamés, n'est-il pas de son rôle de rechercher la vérité, de rétablir les faits et de rendre public le résultat de son enquête ? »

- 18 Cette lettre sera envoyée, à quelques mots près, à savoir sans la phrase citée plus haut (« elles sont cependant trop graves et trop précises pour que l'affaire puisse se solder par un étouffement »), au directeur de l'Éducation surveillée, Jean-Louis Costa. Celui-ci se montre réticent à l'idée de mener une action en diffamation, même si son administration prend elle aussi fait et cause pour l'Accueil toulousain après une enquête diligentée par ses services.

- 19 Dans le même temps, Alexis Danan constitue toujours un point de focalisation des éducateurs de l'ANEJI. Les petits billets d'Henri Joubrel à Jacques Guyomarc'h témoignent bien de cette attention régulière à ses faits et gestes : « A. Danan a attaqué Brantôme dans *Franc-tireur* », écrit Henri Joubrel dans une petite lettre du 31 janvier 1951 en faisant référence à plusieurs affaires de mœurs qui ont entraîné l'arrestation d'un éducateur de ce centre d'accueil de Dordogne, qui ont fait titrer Danan sur « Il y a encore des bagnes d'enfants ! » ; le 18 juin 1951 Henri Joubrel signale encore qu'« Alexis Danan s'en prend à Schneider dans *Franc-tireur* »³⁰. D'une manière générale, le ton employé par le fameux journaliste dénote dans le concert des bons sentiments réciproques. À la façon Danan, il n'épargne pas les organismes gestionnaires des établissements, avec qui l'ANEJI entretient depuis ses débuts une certaine connivence, les ARSEA (Associations régionales de

sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence). Violent et sans concession, il profite d'assister au congrès annuel de la fédération des ARSEA, l'UNARSEA (Union nationale des associations régionales de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence), qui se tient cette année-là à Dijon, pour dénoncer des institutions aux mains des notables :

« La "Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence", dont le congrès s'ouvre aujourd'hui à Dijon, est une association quasi-officielle, dont le nom indique assez la fonction ou du moins celle qu'elle s'assigne. Dans le langage du cinéma, on dirait d'elle qu'elle supervise l'activité de toutes les organisations, publiques ou privées, qui ont ou qui se sont donné pour tâche de travailler au bien de l'enfant.

- 20 Du moins est-ce là le principe de son existence. Dans le fait on ne sait pas très bien, et elle ne sait pas très bien elle-même ce qu'elle est. Il lui arrive, ici et là, de prendre directement en charge des maisons du type qu'elle contrôle. Je crains que ce ne soit pas ce qu'elle fait de mieux. J'ai visité l'une de ces maisons, il y a quelque deux ans, dans le Sud-ouest, j'en ai rarement vu de plus sordide. Le Conseil d'administration avait à sa tête un haut magistrat, qui prélevait parmi les plus robustes de ses pupilles, des valets gratuits pour sa ferme. J'ai protesté ici contre cette forme un peu abusive de la sauvegarde³¹. »
- 21 Un des reproches les plus virulents qu'il fait dans son reportage est la paralysie de ces associations, en prenant l'exemple de propos qui auraient été tenus par le président de l'ARSEA de Lille, le Dr Christiaens, qui se serait indigné du viol d'une jeune fille débile dans le Nord :
- « La différence entre les Comités de vigilance et la "Sauvegarde" c'est que les comités de vigilance, qui ne sont pas des groupements de fonctionnaires, ne se contenteraient pas de poser la question. Ils exigeraient une réponse³². »
- 22 Malgré ces escarmouches, une entente se dessine peu à peu. On peut l'attribuer sans doute à une effective amélioration de la situation des établissements en même temps qu'un recentrage de l'attention de Danan vers les enfants en danger dans leur propre famille. Ainsi, dès 1955, Henri Joubrel est lui-même invité à publier un article dans *Les cahiers de l'enfance*³³. Echange de bons procédés et d'amabilités sans doute, dans le même numéro figure une critique élogieuse de *La pierre au cou*, « témoignage émouvant et vigoureux sur une époque où l'improvisation allait de soi », tout en précisant que « du moins une grande flamme d'amour brûlait-elle tous les acteurs de cette équipée³⁴. »
- 23 Au final, les protagonistes s'accordent sur le rôle essentiel des éducateurs dans la réforme mais aussi dans les scandales :
- « Pourtant, malgré des progrès immenses à une période encore bien proche, tout ne va pas encore pour le mieux dans la sauvegarde de l'enfance. L'insuffisance de crédits empêche parfois de faire pour les enfants inadaptés tout ce qui est nécessaire. L'incompétence de quelques directeurs ou soi-disant éducateurs provoque encore de temps en temps (de plus en plus rarement) des situations intolérables³⁵. »
- 24 C'est pour cette raison que l'ANEJI s'est en grande partie structurée autour de la régulation du corps professionnel qui, à certains égards, est censée empêcher les scandales.

L'art de la dissimulation

- 25 Comme l'ont bien montré certaines études récentes, tout scandale implique son envers, soit une part de secret et de dissimulation : « le scandale se présente toujours comme un drame de la dissimulation et du dévoilement »³⁶, mais aussi de manière consécutive sa

« mise en visibilité »³⁷. Dans notre domaine, assez rapidement, les experts ont identifié un maillon faible de la rééducation d'après guerre, bien souvent cause de scandale à venir : l'éducateur. Les militants d'une rééducation nouvelle sont tout autant confiants dans son rôle que lucides sur les dysfonctionnements dans le recrutement de ce nouveau personnel, fait sur états de service et recommandations, comme en témoigne Henri Joubrel lui-même, en 1951, dans un communiqué à la radio *Chaîne Parisienne* :

« Les incidents dénoncés récemment par la presse à propos de certaines maisons d'enfants ont alerté une fois de plus l'opinion sur un grave problème : la qualité du personnel employé dans ces établissements. Pour prendre soin d'enfants en danger physique ou moral, pour remplacer la famille absente ou défaillante, on ne peut se contenter de simples "surveillants", ni même de "moniteurs" : il faut des éducateurs capables, attentifs et dévoués³⁸. »

- 26 Dès sa création en 1947, l'ANEJI s'emploie justement à veiller à garantir l'éclat supposé de la profession et son rôle dans la réforme des institutions pour mineurs, ainsi qu'à maintenir un certain esprit de corps. Un des aspects de cette activité régulatrice, propre aux acteurs collectifs de ce type, est à la fois de défendre l'image des éducateurs mais sauvegarder dans le même temps l'honorabilité de la profession. Aussi, l'ANEJI va mettre en place un dispositif interne de régulation, appelé « fichier noir » et chargé de recenser les éducateurs jugés inaptes, qui de ce fait ont pu atteindre au prestige d'une fonction en quête de légitimité. Mis en place en 1947 au sein de l'ANEJI, le « fichier noir » vise expressément à empêcher le réemploi de tels individus, chaque directeur d'institution devant se renseigner auprès de l'association avant de recruter un candidat à un poste d'éducateur. L'ANEJI va tenir des listes et des fiches, alimentées en partie par les directeurs et les administrations ; en février 1949, le directeur de l'Éducation surveillée donne ainsi officiellement son accord « pour communiquer la liste des éducateurs renvoyés de son administration, à la condition bien entendu que Mademoiselle Beauté observe la plus extrême discrétion et ne donne jamais comme motif : renvoyé de l'Éducation surveillée³⁹. » Le « fichier noir » sera tenu plus ou moins régulièrement, avant de s'éteindre au début des années 1960.

- 27 Par ce biais, l'ANEJI base une part de sa légitimité sur sa compétence à garantir la probité morale des éducateurs dans leur ensemble. Cette dimension est très prégnante dans les débats constitutifs du groupement, les directeurs étant parvenus à la conclusion qu'« on a trop vu en France, ces dernières années, des personnes inaptes à l'éducation exercer une responsabilité d'éducateurs : ces faux éducateurs ont ruiné la qualité du métier dans bien des esprits et auprès de bien des services tant publics que privés⁴⁰ ». Ainsi, l'ANEJI peut faire valoir que « la prétention à ne pas défendre seulement les intérêts corporatifs des praticiens en activité est justifiée [...] par le droit d'interdire l'exercice de leur métier aux praticiens dont l'incapacité technique ou éthique serait démontrée⁴¹ ». Ce répertoire des éléments néfastes est alors entrepris, quitte à soulever d'épineux problèmes, comme le met en évidence Henri Joubrel dès 1946 :

« On s'est aperçu en effet que beaucoup des jeunes gens ou des adultes qui s'offraient pour remettre d'aplomb les enfants ou les adolescents désaxés souffraient eux-mêmes de troubles de l'intelligence ou du caractère. Combien de débiles, de rêveurs, d'impulsifs, de maniaques croient avoir trouvé dans la rééducation "leur voie" ! Combien aussi de refoulés sexuels ou d'homosexuels véritables essaient de découvrir parmi des enfants évidemment fort mal placés pour se plaindre, et rarement "innocents", une proie commode pour leur sensualité ! C'est donc non seulement contre les causes de leur infraction, mais encore contre leurs futurs maîtres qu'il faut protéger les mineurs délinquants⁴²... »

- 28 Les archives de l'ANEJI témoignent d'une forte attention autour du fichier en question jusqu'en 1952, avant que cette activité ne devienne plus épisodique. Une première liste, envoyée à la direction de l'Éducation surveillée en 1951, fait état de 114 personnes à écarter de la profession⁴³. Principalement, le mode de recueil des données est tout à fait discrétionnaire, basé sur les informations confidentielles données par des directeurs confrontés à des éducateurs qu'ils jugent incapables, ainsi qu'aux renseignements glanés par le délégué général de l'association, Henri Joubrel, au gré de ses tournées régionales, au cours desquelles il passe du temps dans plusieurs établissements du réseau ANEJI. On comprend à la lecture des listes, des courriers ainsi que des traces écrites laissées par des conversations téléphoniques, que plusieurs raisons président à l'inscription au fameux fichier : l'incompétence éducative, révélée par des impairs rédhibitoires (par exemple cet éducateur qui, selon son directeur, a commis une grave imprudence et obtenu des résultats déplorables : « À la première sortie qu'il a faite avec les garçons, il a perdu la moitié de son effectif⁴⁴ »), les délits et malversations commis dans le cadre de l'institution (vols, détournements, etc.), mais plus largement les stigmates de personnalités considérées comme déviantes. C'est ainsi le cas de ce jeune homme :

« Il ne cherche pas à éduquer les garçons, il cherche seulement à les attirer. Il leur raconte des histoires où il est le héros : c'est un bombardement sous lequel il se trouve, il est projeté à l'intérieur d'une maison et se voit assis dans un fauteuil, le reste de la maison étant pulvérisé... À Amiens, il monte sur la grande échelle des pompiers pour photographier la cathédrale... Il parle à égalité avec les gens de lettres et les ambassadeurs... Il dérègle l'imagination des garçons par ses fabulations et les mensonges qu'il n'hésite pas à dire pour se disculper et tenir le beau rôle⁴⁵. »

- 29 La valeur des éducateurs est alors indexée sur celle supposée de leur personnalité, les erreurs sont surtout considérées comme individuelles. C'est ce qui explique aussi que l'on retrouve sur les listes du « fichier noir » des candidats qui ont échoué aux épreuves de pré-sélection des écoles d'éducateurs, surtout de Montesson et de Lyon, avec qui les connexions sont les plus fortes, qui rendent bien compte du rôle de filtre professionnel joué par l'ANEJI.
- 30 Mais c'est surtout la question des mœurs qui est la plus sensible à travers les archives de l'ANEJI et de son « fichier noir », par son caractère sulfureux bien sûr mais aussi par son potentiel scandaleux. C'est d'abord un problème révélé de manière précoce, dès 1947, manière de signifier que les éducateurs ont pris la mesure de quelques scandales sortis de plusieurs institutions. Dès décembre de cette année-là, alors qu'un incident vient de se produire dans un centre de rééducation, Henri Joubrel prend la plume longuement dans *Rééducation*, pour y aborder frontalement « La pédérastie chez les éducateurs⁴⁶ », sujet qu'il qualifie lui-même de « délicat » mais qui est selon lui « un problème d'une importance et d'une gravité très actuelles⁴⁷ ». Il est permis de voir plusieurs raisons à cet empressement à prendre le problème à bras-le-corps. D'abord, parce qu'il prétend éteindre un incendie allumé récemment, tandis qu'une dizaine d'affaires de ce genre auraient été découvertes le mois précédent dans plusieurs établissements⁴⁸. Surtout, Henri Joubrel donne une autre clé de lecture, en précisant que si cette question est fondamentale à ses yeux, c'est non seulement parce que des éducateurs s'adonnent à leurs penchants envers les enfants, mais aussi parce que cela touche « des éducateurs de grand dévouement, quelquefois même de grand rayonnement, dont la chute plonge leurs amis dans la stupeur⁴⁹ ». Au fond, l'importance majeure accordée aux affaires de mœurs dans les établissements tient enfin à la nouvelle prégnance sociale et pénale de cette

question. D'un point de vue pénal, toute relation sexuelle entre un mineur de moins de 15 ans et un adulte vaut comme un viol ou un attentat à la pudeur, puisque le droit français ne reconnaît pas l'accord du mineur comme un plein consentement⁵⁰. La législation en matière sexuelle s'est en outre durcie depuis le régime de Vichy, particulièrement en ce qui concerne les mineurs⁵¹, dispositif sur lequel les gouvernements ne reviennent pas après la Libération⁵². Au contraire, si la majorité hétérosexuelle est fixée à 15 ans suite à une ordonnance du 2 juillet 1945, la majorité homosexuelle, quant à elle, est établie à vingt-et-un ans peu de temps auparavant⁵³.

31 À la recherche des causes de ces agissements des éducateurs, Henri Joubrel pointe du doigt le milieu éducatif et plus précisément l'internat, structure artificielle de type monosexuel, « sans aucune aération extérieure », qui parfois s'ajoute à une éventuelle disposition constitutionnelle. Face à ce monde clos, il s'interroge effectivement au sujet des éducateurs : « ne peut-on supposer que, faute de tentations différentes, ils aient conservé des habitudes d'onanisme ou qu'une cristallisation affective se soit produite chez eux, qui ait empêché leur sentimentalité de se diriger ensuite dans les chemins permis ? » Les méthodes alors en vigueur dans les centres, reposant sur confiance et amitié à l'égard des jeunes, ont pu aussi réduire la distance entre ces derniers et les adultes. Outre le cadre de l'internat, le surmenage qui gagne les éducateurs, notamment dans les centres privés, serait une seconde raison de passage à l'acte. Ce surmenage, imputable au manque de personnel et aux difficultés matérielles, provoque l'absence de repos, de loisirs et par conséquent peut mener à la dépression nerveuse, ce qui entame la maîtrise de soi d'un éducateur à l'« armature morale brisée », pour peu qu'il ait été là encore un peu prédisposé.

32 Ces agissements, qui pourraient se muer en scandales ou en « affaires », sont devenus encombrants pour le groupe professionnel, comme en témoigne la lassitude affichée à plusieurs reprises⁵⁴. Les mots pour les dire sont eux aussi assez significatifs et rendent compte d'une forte euphémisation, même entre collègues. Tel éducateur s'est révélé « douteux » sur le plan des mœurs, un autre aurait eu « des gestes, disons forts déplacés », on évoque aussi des « rapports malsains avec des enfants du centre » ou plus généralement des « questions d'ordre moral » qui auraient suscité le renvoi de l'éducateur incriminé. La force du tabou s'impose de la même façon vers l'extérieur, l'ANEJI et ses cadres plaident pour un règlement « en famille » de ces affaires, ce sera ainsi le rôle du « fichier noir », comme le souhaitait Henri Joubrel en 1947 :

« Nous ne demandons pas pour eux, sauf cas exceptionnels, la honte de la cour d'assises ni même celle du tribunal correctionnel. Les audaces de M. Gide lui ont bien valu tout au contraire, le prix Nobel de littérature... Mais nous pensons qu'on est en droit d'exiger d'eux – le psychologue seul est en droit d'adopter une position différente – qu'ils ne soient plus jamais chargés de l'éducation des jeunes⁵⁵. »

33 Les attermoissements sont néanmoins tout à fait perceptibles face à l'attitude à adopter pour renvoyer les éducateurs incriminés. Certes, dans la plupart des cas, les éducateurs sont renvoyés *sine die*, d'autant plus quand la presse porte les faits devant l'opinion, souvent une fois que le fautif est entre les mains de la justice :

« Triste sire.

Une affaire lamentable vient d'aboutir à l'incarcération d'un sieur A., ancien éducateur domicilié à Hyères, lequel est prévenu d'attentat aux mœurs avec les mineurs commis dans un établissement de la région. Le parquet de Saint-Dié a délivré contre A. un mandat de dépôt. A sera transféré à la prison de Remiremont⁵⁶

. »

- 34 Mais il faut dans la majeure partie des cas éviter que les affaires suintent dans la presse. Les éducateurs sont en général exclus de l'établissement physiquement, comme celui-ci, en 1954 dans un internat de l'Est : « M. F a quitté immédiatement l'établissement et conduit, par mes soins, en gare pour prendre le premier train en direction de son domicile », rapporte le directeur au secrétaire général de l'ANEJI⁵⁷. Parfois même, si les agissements sont connus ou soupçonnés depuis quelque temps, une certaine valeur éducative a contrebalancé ce qui est du coup considéré comme relevant du « comportement », cela sur une période relativement longue. Ainsi en 1949, d'un « moniteur » qui aurait eu des rapports sexuels avec certains enfants de son groupe, dont le directeur pense qu'il s'agit d'un passage dépressif aigu, peu en rapport avec ses qualités par ailleurs jugées « exceptionnelles⁵⁸ » :

« Je pense très sincèrement que chez ce garçon qui a de très grandes qualités d'éducateur, ces faits sont la conséquence d'un état passager. Nous lui avons indiqué un médecin qu'il compte voir dans quelques temps et déconseillé l'éducation pour le moment. »

- 35 À certains égards, on peut lire dans cette gestion une forme de complaisance, qui est aussi une mise sous silence. Un cas exemplaire va ainsi occuper une bonne partie du conseil d'administration de décembre 1951 et permet d'appréhender les positions du groupe professionnel. A. est un éducateur en fonction depuis 1945 environ, ayant commencé sa carrière dans des maisons du Nord. Il est déjà connu alors pour avoir eu des comportements répréhensibles à l'égard de mineurs. Un peu plus tard éducateur à l'Ecole Théophile Roussel, il est renvoyé en 1951 par Jean Pinaud pour des faits de pédérastie. Mais il est depuis deux ans un adhérent de l'ANEJI. Aussi, le conseil d'administration doit décider de son sort, d'autant qu'il souhaiterait intégrer un poste administratif dans une maison d'enfants. Les administrateurs montrent une certaine affliction, conscients de leur responsabilité humaine, d'autant qu'A. s'est marié entre temps. Certains considèrent que le mariage n'arrange pas les choses, un autre en revanche signale le cas d'un homme soigné dans les mêmes circonstances par un psychiatre. C'est un bon éducateur, souligne un directeur qui l'a eu sous sa responsabilité, mais c'est aussi un instable, de surcroît suicidaire, pour un autre. Le conseil d'administration décide finalement de lui notifier une contre-indication formelle à l'exercice de la profession, à l'unanimité moins une abstention. Mais A. a trouvé peu de temps après, un emploi d'économe dans un autre établissement, conformément à ses souhaits. Là encore, la discrétion est de mise puisque Jacques Guyomarc'h est chargé de notifier à l'intéressé la décision de l'ANEJI : « Nous vous prions de tenir compte de cette décision, pour que nous ne soyons pas obligés d'informer le directeur d'établissement et éventuellement les autorités responsables⁵⁹ ». Non sans mal, A. finit par quitter son poste à la fin du mois de mars 1952.

- 36 D'une manière générale, cette forme de « complaisance » à l'égard des fautifs peut peut-être s'expliquer par le fait qu'au-delà du cas individuel, c'est surtout l'honorabilité de la profession qui est en jeu. Elle semble pourtant se heurter à la pratique pénale à la même période, puisque si la réalité des atteintes sexuelles sur mineurs est difficile à cerner d'un point de vue statistique, les viols et attentats à la pudeur sur enfants constituaient déjà environ un quart des condamnations en assises dans la première moitié du siècle, 40 % dans les années 1950-1960, époque pendant laquelle les condamnations pour viols d'adultes étaient assez rares⁶⁰. L'ANEJI cherche en fait à préserver une relative discrétion sur les affaires. Rien ne filtre dans *Liaisons*⁶¹, par exemple, sur les recommandations de Jacques Guyomarc'h, pour qui « il n'y a pas d'intérêt à donner de la publicité dans *Liaisons*

à des histoires de ce genre, qui ne peuvent que desservir la profession aux yeux des gens de l'extérieur⁶² ». Cette stratégie renvoie au traitement fait par la presse des abus sexuels commis sur les enfants depuis le XIX^e siècle. Selon Anne-Claude Ambroise-Rendu, pendant la première moitié du XX^e siècle, la médiatisation de ce type d'affaires reste globalement identique à celle du siècle précédent. La question aurait même perdu en visibilité, n'engendrant ni réflexion ni commentaires publics, si ce n'est à travers un prisme particulier. A travers les comptes rendus des affaires en effet, « ce qui est blessé par les abus sexuels commis sur des enfants, lit-on en filigrane dans les récits qu'en fait la presse jusqu'aux années 1960, ce sont moins les enfants que la société, son honneur et sa moralité, ainsi qu'en témoignent les termes d'"outrages à la morale publique" utilisés par le Code pénal⁶³ ».

- 37 Progressivement, les affaires de ce type laissent de moins en moins de trace dans les archives de l'ANEJI, même si on retrouve quelques cas mentionnés au début des années 1960. Cette raréfaction rend peut-être compte de leur diminution effective, imputable aux effets d'une meilleure sélection des éducateurs, notamment en aval, au cours de leur formation. Elle témoigne sans doute aussi d'une nouvelle attention de l'ANEJI à l'image de la profession. Au fond, les militants de l'association professionnelle, devenue forte de plus d'un millier d'adhérents à la fin des années 1950, s'ils ont construit le modèle nouveau de l'éducateur que l'on dit désormais « spécialisé », ont progressivement cherché à élaborer un nouveau modèle, plus professionnel. C'est pourquoi ils occupent le terrain de la professionnalisation, dans un contexte marqué par l'entrée dans le salariat. Ils ont aussi réfléchi aux attendus de la formation, qui débouchera sur l'instauration du diplôme d'État d'éducateur spécialisé en 1967, de même qu'ils ont contribué à la stabilisation dans la profession à partir de son nouveau statut. En somme, tout se passe comme si les éducateurs de l'après-guerre avaient accompli les vœux émis par certains réformateurs des années 1930, qui avaient davantage appelé à la construction de nouvelles compétences professionnelles, dans un champ du privé rénové, qu'à la stricte dénonciation d'institutions obsolètes⁶⁴. Cela n'empêchera pas l'ANEJI de veiller jusque dans les années 1960-1970 à une certaine éthique, en déplaçant notamment le curseur des « affaires » vers les « litiges » d'ordre professionnel.

NOTES

1. Christian DELPORTE, *Les journalistes en France 1880-1950. Naissance et construction d'une profession*, Paris, Seuil, 1999, p. 240-246.

2. Damien DE BLIC, Cyril LEMIEUX, « Le scandale comme épreuve. Eléments de sociologie pragmatique », *Politix*, n° 3, 2005, p. 9-38.

3. Dossier « À l'épreuve du scandale », *Politix*, n° 3, 2005, p. 3-84. L'éditorial du numéro s'ouvre par un extrait de *Silhouette du scandale*, publié par Marcel Aymé en 1938, dans laquelle l'écrivain dit du scandale qu'il « est la fontaine de Jouvence où l'humanité va rincer la crasse de ses habitudes, le miroir où la société, la famille, l'individu, découvrent l'image violente de leur vie ».

4. Mathias GARDET, « Ker Goat / Belle-Ile : deux centres mythiques », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, n° 4, 2002.
5. Henri JOUBREL, « La période rose », *Rééducation*, n° 11, janvier 1949, p. 2.
6. CAPEA, archives UNARSEA, 24 C RN 6, ANMT ; notice de présentation du centre Beauregard au Chevalon-de-Voreppe (Isère), 1950.
7. Yvonne RENAULT-MAGNY, « La croisade des enfants perdus VI. Un bain d'enfants d'aujourd'hui », *Femmes d'aujourd'hui*, 1957.
8. Etienne JOVIGNOT, « Le profil de l'éducateur spécialisé », *Liaisons*, n° 71, janvier 1970, p. 2.
9. Rapport de J. Doublet, auditeur au Conseil d'Etat, sur le projet de statut des éducateurs des maisons d'Éducation surveillée, 1938.
10. Roger ALBERNHE, *La nécessité d'un personnel spécialisé pour s'occuper des enfants en justice*, thèse de droit, université de Montpellier, 1938, 267 p.
11. Jean DUBLINÉAU, « La formation des éducateurs pour les internats de mineurs délinquants », *Pour l'enfance coupable*, n° 29, mai-juin 1939, p. 1-6. Ce texte sera publié ensuite sous la forme d'une petite brochure en 1943.
12. Voir Samuel BOUSSION, *Les éducateurs spécialisés et leur association professionnelle : l'ANEJI (Association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés) de 1947 à 1967. Naissance et construction d'une profession sociale*, thèse de doctorat d'histoire, université d'Angers, décembre 2007.
13. En 1999, un récit a été publié, qui revient sur la période initiatique d'un jeune éducateur dans les années 1940 : François RIMAIRE, *Jeunes reclus. Souvenirs de galère et d'éducation active*, Ramonville-Sainte-Agne, Erès, 1999, 176 p. Ce parcours offre de remarquables et troublantes similitudes avec celui de Jean Pétillot, des années Saint-Hilaire jusqu'à son mariage avec une institutrice du foyer de Soullins, en passant par l'école de Lyon, références à peine brouillées par l'utilisation de pseudonymes (tel « Ladenne » pour désigner François Dhalenne, directeur de Saint-Hilaire)... L'auteur a en tout cas un souvenir plus que mitigé de la réforme en cours : « Ce n'est pas encore la prison sans barreaux. Ce n'est pas non plus *La cage aux rossignols*, film mensonger tourné sur les lieux - sauf pour les intérieurs - en 1945, dont le simple dortoir aurait semblé "une utopie extrême" aux messieurs de Paris ».
14. Sur l'histoire de l'École Théophile Roussel, voir Michel BLONDEL-PASQUIER, *Institut interdépartemental Théophile Roussel. 1895-1995. De l'éducation pénitentiaire à la thérapeutique*, Mantes, Royer, 1995.
15. L'un des articles les plus connus est : René ZAZZO, « Cages pour enfants », *Vu, l'intransigeant*, septembre 1934.
16. Henri KÉGLER, « Jean Pinaud nous a quittés... », *Liaisons*, n° 102-103, septembre 1977-mars 1978, p. 12.
17. Sur Jean Pinaud, voir aussi Samuel BOUSSION, « Jean Pinaud, parcours du Centaure 1903-1977 », *Sauvegarde de l'enfance*, n° 2, avril-mai 2002, p. 70-72.
18. Henri JOUBREL, « Une expérience intéressante : le centre éducatif du Hinglé », *L'Illustration*, 12 septembre 1942, p. 181-182. *L'Illustration* est un journal illustré qui paraît depuis 1843. Il est devenu une institution au XX^e siècle, très lu par la bourgeoisie de l'entre-deux-guerres. Pendant la guerre, un temps cantonné à la zone sud, il reparait en 1940 à Paris et accueille dans ses colonnes des plumes maréchalistes voire

collaborationnistes. Henri Joubrel y publie plusieurs articles sur la jeunesse, en 1942 et 1943. Interdit à la Libération, le journal renaît fin 1945 sous le titre *France-Illustration*. Gilles FEYEL, *La presse en France, des origines à 1944*, Paris, Ellipses, 1999, p. 176.

19. Roland Dhordain (1924-2010), instituteur public entre 1943 et 1947, est en service détaché aux Éclaireurs de France, dont il dirige le service de presse, fonction qui le conduit ensuite à la Radiodiffusion française où il présente « l'Appel scout », sur Paris Inter (1948). Il crée à la même époque « La République des jeunes » où les moins de 15 ans animent eux-mêmes leur émission. D'après Robert PROT, *Dictionnaire de la radio*, Presses universitaires de Grenoble et INA, 1997.

20. Clara Candiani (1902-1996) est née à Paris. Journaliste, elle commence sa carrière au *Figaro* en 1927, avant d'intégrer Paris PTT où elle tient une revue de presse et fait des reportages radio sur des sujets féminins. Ce serait par une rencontre avec Maurice Gouineau, directeur du Secours national en 1940 puis de l'Entr'aide française jusqu'en 1949, que débute sa vocation dans le domaine social, lorsqu'elle vient lui demander de l'aide pour les réfugiés que la guerre a chassés du nord et de l'est de la France. Après la guerre, elle traite de nombreux sujets sociaux au cours du journal parlé de la Radiodiffusion française, aussi bien sur la faim, l'enfance en danger, la réforme de l'Assistance publique, les clubs de jeunes, etc. A partir de 1948, elle est aussi productrice de l'émission « Les Français donnent aux Français ». Robert PROT, *Dictionnaire de la radio*, *op. cit.*,

21. Victor LAPIE, *Saint-Florent-la-Vie*, Paris, Vigot, 1946, 225 p.

22. Henri JOUBREL, *La pierre au cou*, Saint-Vaast-la-Hougue, L'amitié par le livre, 1953, 303 p.

23. *L'Ouest-Eclair*, 28 janvier 1943.

24. *Paris-Soir*, 24 février 1943.

25. Pierre GUILLAUME, *Un siècle d'histoire de l'enfance inadaptée. L'OREAG 1889-1989*, Paris, Expansion scientifique française, 1989, p. 83-84.

26. CAC 19980162 / art. 1 ; lettre d'Alexis Danan au directeur de l'Éducation surveillée, 8 août 1946. Il écrit ce constat à la suite d'une visite dans un centre de Nice et obtiendra la venue d'un inspecteur.

27. CAPEA 2002040 C / 772 ANMT ; lettre d'Henri Joubrel à Jacques Guyomarc'h, 25 mars 1949.

28. Lettre de Robert Marre à Henri Joubrel, 9 décembre 1950

29. *Idem.*

30. Pierre Schneider est alors ministre de la Santé publique et de la Population.

31. Alexis DANAN, « Une société s'accuse par la voix de ceux qui connaissent le mieux ses lacunes et ses méfaits », *Franc-tireur*, 25 octobre 1952.

32. *Ibid.*

33. Henri JOUBREL, « L'enfance dite coupable et ses rééducateurs », *Les Cahiers de l'enfance*, n° 14, février-mars 1955, p. 43-48.

34. Alexis DANAN, « Les bons livres et les autres (*La pierre au cou* par Henri Joubrel) », *Les Cahiers de l'enfance*, n° 14, février-mars 1955, p. 69.

35. Henri JOUBREL, « L'enfance dite coupable et ses rééducateurs », *art. cit.*, p.47.

36. John B. THOMPSON, *Political Scandal. Power and Visibility in the Media Age*, Cambridge, Polity Press, 2000, p. 18. Cité par Damien DE BLIC, Cyril LEMIEUX, « Le scandale comme épreuve... », *art. cit.*, p. 21.
37. *Ibid.*, p. 19.
38. CAPEA 2002040 C / 772 ANMT ; communiqué de la radio *Chaîne Parisienne* (retranscription), 14 mars 1951. Correspondance Henri Joubrel-Jacques Guyomarc'h.
39. CAPEA 2002040 C / 388 ANMT ; lettre de Jean Pinaud à Jacques Guyomarc'h, 17 février 1949. Monique Beauté est alors secrétaire administrative de l'ANEJI.
40. CAPEA, archives UNARSEA 24 C RN / 46 ANMT ; lettre de Jacques Guyomarc'h à Jean Pierron, mai 1947.
41. Jean-Michel CHAPOULIE, « Sur l'analyse des groupes professionnels », *Revue française de sociologie*, XIV, 1973, p. 107.
42. Henri JOUBREL, « L'Éducateur spécialisé », *Revue de l'Éducation surveillée*, n° 5, 1946, p. 42.
43. CAPEA 2002040 C / 307 ANMT ; liste des éducateurs inscrits au fichier noir, 4 octobre 1951.
44. CAPEA 2002046 C / 307 ANMT ; lettre du directeur de la Société marseillaise de patronage à Henri Joubrel, 6 février 1950.
45. CAPEA 2002040 C / 307 ANMT ; rapport sur M., 10 octobre 1949.
46. Henri JOUBREL, « La pédérastie chez les éducateurs », *Rééducation*, n° 2, décembre 1947, p. 17-21.
47. *Ibid.*, p. 17.
48. Les archives des établissements habilités par l'Éducation surveillée donnent bien quelques indications sur des cas qui ont pu avoir du retentissement, au moins localement, mais la force du tabou semble s'imposer.
49. Henri JOUBREL, « La pédérastie chez les éducateurs », *art. cit.*, p. 17.
50. Anne-Claude AMBROISE-RENDU, *Crimes et délits. Une histoire de la violence, de la Belle Époque à nos jours*, Paris, Nouveau monde éditions, 2006, p. 228.
51. Une ordonnance du 6 août 1942 introduisait dans l'article 334 du code pénal un paragraphe stipulant que « sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 2 000 francs à 6 000 francs quiconque aura soit pour satisfaire les passions d'autrui, excité, favorisé ou facilité habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou l'autre sexe au-dessous de vingt-et-un ans, soit pour satisfaire ses propres passions, commis un ou plusieurs actes impudiques ou contre nature avec un mineur de son sexe âgé de moins de vingt et un ans ». *Journal officiel*, 6 août 1942, cité par Janine MOSSUZ-LAVAU, *Les lois de l'amour. Les politiques de la sexualité en France 1950-2002*, Paris, Payot, 2002 (1^{ère} éd. 1991), p. 284.
52. *Ibid.*, p. 285.
53. Une ordonnance du 2 juillet 1945 porte en effet à quinze ans l'âge au dessous duquel toute relation entre un adulte et un enfant est considérée comme un crime tandis que l'ordonnance du 8 février 1945 prise par le gouvernement provisoire d'Alger prévoit une peine d'emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 60 à 15 000 francs pour quiconque aura commis un acte impudique ou contre nature avec un individu de son

sexe mineur de vingt-et-un ans. Cité par Janine MOSSUZ-LAVAU, *Les lois de l'amour*, op. cit., p. 285.

54. Henri Joubrel glisse à un moment donné à Jacques Guyomarc'h qu'un éducateur doit être inscrit au fichier noir pour « toujours la même chose... », une allusion très perceptible à une affaire de pédérastie. CAPEA 2002040 C / 772 ANMT ; lettre d'Henri Joubrel à Jacques Guyomarc'h, 23 novembre 1951.

55. Henri JOUBREL, « La pédérastie... », art. cit., p. 21.

56. Article de *l'Est républicain*, 23 mars 1957.

57. CAPEA 2002040 C / 307 ANMT ; lettre de l'éducateur-chef au président de l'ANEJI, au directeur de l'école de Lyon et au président de l'Association Haute-Saônoise de sauvegarde de l'enfance, 1954.

58. CAPEA 2002040 C / 307 ANMT ; lettre du directeur à Jacques Guyomarc'h, s.d. mais sans doute autour de 1949.

59. CAPEA 2002040 C / 772 CAMT ; lettre de Henri Joubrel à Jacques Guyomarc'h, 12 mars 1952.

60. Anne-Claude AMBROISE-RENDU, *Crimes et délits...*, op. cit., p. 228. Pour établir cette tendance statistique, elle s'est basée sur le compte général de la justice criminelle pour les années 1924, 1925, 1926, 1927, 1932, 1952, 1957 et 1962. Les plaintes déposées par les victimes ont cependant connu une nouvelle augmentation, sans précédent, depuis une trentaine d'années.

61. *Liaisons* est le bulletin de l'ANEJI, dont le premier numéro a paru en 1951.

62. CAPEA 2002040 C / 307 CAMT ; lettre de Jacques Guyomarc'h à Jean Pétillot, 7 septembre 1956.

63. Anne-Claude AMBROISE-RENDU, « Quand la pédophilie devient un scandale », *L'Histoire*, n° spécial « L'enfant et la famille », juillet-septembre 2006, p. 76. Pour elle, cette approche jugée exclusivement moralisante expliquerait aussi pour beaucoup la réaction des décennies ultérieures.

64. Nagisa MITSUSHIMA, « L'expertise criminologique au sein de la revue *Pour l'enfance coupable* (1935-1942) : une expertise en action », II^e session de l'école thématique CNRS PACTE / LATTs / EPFL, « Les nouvelles controverses de l'action publique », Atelier 2 « Expertise et politique »,

http://www.pacte.cnrs.fr/IMG/html_Mitsushima_Action_publique_et_expertise.html

(mise à jour 01/11/2010).

RÉSUMÉS

Après la réforme des institutions éducatives qui a suivi les scandales et campagnes de presse engagés dans les années 1930, se construit une légende dorée de la rééducation. Les institutions nouvellement créées sont encensées. L'ANEJI, principale association corporative d'éducateurs, est l'un des opérateurs de cette évolution des discours. Son action médiatique, souvent laudative, est

également défensive dans la mesure où certains scandales continuent de secouer les milieux de la rééducation et constituent une menace pour une professionnalité en construction.

After the educational institutions reformation which followed the scandals and fervent media campaigns in the 30s, a paragon of rehabilitation was born. The newly created institutions were praised. ANEJI, the main corporate youth workers association, was one of the main operators in this evolution. Its work in the media was not only laudatory but was equally defensive considering that scandals were still affecting the rehabilitation environment and were a threat to a profession in the process of construction.

AUTEUR

SAMUEL BOUSSION

Historien, maître de conférences en sciences de l'éducation, CIRCEFT, université Paris 8.